

Travaux du Conseil de gouvernement du jeudi 15 mars 2012

Adoption de deux conventions internationales relatives à la lutte contre la prévarication et le blanchiment d'argent

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté deux conventions internationales relatives à la lutte contre la prévarication et le blanchiment d'argent, ainsi que le financement du terrorisme.

La première convention, signée le 02 septembre 2010 à Vienne, porte sur la création de l'Académie internationale de lutte contre la prévarication en sa qualité d'organisation internationale, a précisé le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du conseil.

Le conseil a adopté cette convention après un exposé fait dans ce sens par le ministre délégué aux affaires étrangères et à la coopération dans lequel il a souligné l'importance de cette convention qui ambitionne renforcer les efforts de lutte contre la prévarication, assurer une formation professionnelle nécessaire et fournir l'assistance technique y afférente.

Le conseil a également adopté la convention arabe de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement de terrorisme, au terme d'un exposé fait par le ministre délégué aux affaires étrangères et à la coopération.

Cette convention tend aussi à faire face aux menaces que représentent le blanchiment d'argent et le financement de terrorisme sur les plans de développement économique, les efforts d'investissement, ainsi que sur la stabilité politique et économique, a indiqué M. El Khalfi.

Signée le 21 décembre en 2010 au Caire par les ministres de la justice et de l'intérieur arabes, cette convention exige des parties signataires de prendre des mesures législatives et préventives contre les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Cette convention entrera en vigueur après un mois de la date de sa signature par sept pays arabes.

La vision 2020 table sur des recettes touristiques estimées à 140 MMDHS

La nouvelle stratégie touristique ambitionne d'accroître les recettes du secteur pour atteindre 140 milliards de dhs à l'horizon 2020 et d'augmenter la part du tourisme dans le PIB pour avoisiner les 150 milliards dhs, contre 63 MMDH actuellement, a affirmé le ministre du tourisme, M. Lahcen Haddad.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi, a souligné que M. Haddad a présenté devant le conseil un exposé sur la situation du secteur dans lequel il a souligné la place importante qu'occupe le tourisme dans l'économie nationale et les objectifs de cette stratégie. Cette dernière vise aussi à rehausser la contribution du secteur dans l'économie nationale à travers la création de 200.000 lits supplémentaires, de 470.000 nouveaux postes d'emplois directs et d'instances de bonne gouvernance(Instance supérieure de tourisme et les agences du développement touristique).

L'exposé a aussi mis en exergue la place du tourisme dans l'économie nationale, dans la mesure où le secteur jouit toujours de la confiance des investisseurs malgré la conjoncture mondiale difficile, sachant que les investissements contractuels ont atteint plus de 12 milliards de dhs en 2011. Le tourisme est le 2^e secteur pourvoyeurs de postes d'emplois avec 470.000 postes directs à fin 2011, a-t-il dit.

Dans son exposé, M. Haddad s'est également arrêté sur le bilan de l'activité touristique, tout en proposant des solutions visant, à court terme, à redynamiser le secteur et assurer sa compétitivité à la faveur de la mise en place de mécanismes de soutien au profit des établissements d'hébergement touchés et autres de financement à l'adresse des unités hôtelières.

Selon M. El Khalfi, le conseil a longuement examiné ces mesures à caractère stratégique et d'avenir, notamment en ce qui concerne la consolidation du tourisme interne et de la crédibilité du produit touristique, ainsi que la promotion du principe de bonne gouvernance dans le secteur.

L'heure légale sera avancée de 60 minutes fin avril au lieu de fin mars

L'heure légale au Maroc sera avancée de 60 minutes à partir du dernier dimanche d'avril et non fin mars, a annoncé le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, El Khalfi a indiqué que cette décision a été prise après discussion des propositions appelant à prendre en considération les impératifs de la scolarité.

Selon la mouture définitive du projet de décret no 2.12. 26, adopté ce jeudi par le conseil après examen des suggestions dans ce sens, le retour à l'heure légale s'effectuera à 03H00 le dernier dimanche de septembre de la même année.

Le conseil de gouvernement avait adopté la semaine dernière le projet de décret selon lequel l'heure légale au Maroc sera avancée, chaque année, de 60 minutes entre le dernier dimanche de mars et le dernier dimanche de septembre, à l'exception du mois de ramadan.

Le gouvernement déterminé à traiter les problèmes que connaît la ville de Beni Bouayach

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a affirmé que le gouvernement est déterminé à traiter les problèmes que connaît la ville de Beni Bouayach (province d'Al Hoceima).

Lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, M. El Khalfi a souligné que l'exécutif, qui œuvre pour trouver des solutions à ces problèmes, s'emploie également à garantir la sécurité et l'application de la loi.

Le ministre a relevé que la situation dans la ville a repris son cours normal, ajoutant que le gouvernement est en train d'entreprendre des initiatives qui s'imposent dans ce sens, à travers le renforcement du dialogue avec la société civile et les autorités locales.

D'autre part, M. El Khalfi a réitéré la position du gouvernement "basée sur la tolérance" vis-à-vis des mouvements de protestation.

"Les mouvements de protestation, organisés à Beni Bouayach ou dans d'autres régions du Royaume, incarnent le climat de liberté qui caractérise la démocratie dont jouit notre pays" a-t-il dit.